

Unité départementale du Loiret  
3, rue du Carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 27/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DERET LOGISTIQUE (CHATAIGNIERS)**

580 rue du Champ Rouge  
ZAC des Vergers  
45770 Saran

Références : 369/2024  
Code AIOT : 0010001068

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE (CHATAIGNIERS) implanté 645 rue des Châtaigniers 45770 Saran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DERET LOGISTIQUE (CHATAIGNIERS)
- 645 rue des Châtaigniers 45770 Saran
- Code AIOT : 0010001068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société DERET LOGISTIQUE sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juin 2012. L'établissement accueille une activité de plateforme logistique de stockage de produits divers notamment relevant de la rubrique 1510 et de la rubrique 4331.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                               | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Point 5- Gestion des suites visite 13/07/2021- ESP              | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III | Susceptible de suites                                                                                      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 3  | Point 8- Vérification système d'extinction automatique incendie | Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article Art. 7.6.3 | Susceptible de suites                                                                                      | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 2 mois                |
| 4  | Point 11- Ressource en eaux-PI                                  | Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article Art. 7.6.3 | Susceptible de suites                                                                                      | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 7  | Bassin de confinement des eaux incendie                         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26         | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 10 | Vérifications périodiques et contrôles                          | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.6       | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Point 8bis- porter à connaissance- mezzanines | Code de l'environnement du 12/07/2022, article R. 181-46 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |
| 5  | Point 13 - Bâtiments et Locaux                | Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article Art. 7.3.2     | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |
| 6  | Dimensionnement des                           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article                | /                                                                                                          | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | réentions                  | 25-I                                         |                                                                                                     |                   |
| 8  | État des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 9  | Consignes de sécurité      | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | /                                                                                                   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point 8bis-porter à connaissance-mezzanines

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2022, article R. 181-46                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC Mezzanine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2022</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Nota: Ce point de contrôle concerne le bâtiment FR. 181-46 du CE</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> |

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

#### Art. 47 AM 04/10/10

Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### Art. 1er AM 11/04/2017

Le présent arrêté s'applique aux entrepôts couverts déclarés, enregistrés ou autorisés au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées.

Cet arrêté a pour objectif d'assurer la mise en sécurité des personnes présentes à l'intérieur des entrepôts, de protéger l'environnement, d'assurer la maîtrise des effets létaux ou irréversibles sur les tiers, de prévenir les incendies et leur propagation à l'intégralité des bâtiments ou aux bâtiments voisins, et de permettre la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours.

#### Constats :

L'inspection constate que les travaux de mise en place d'une détection incendie ont bien été réalisés. Dans le bâtiment F, de la détection par aspiration est présente au rez-de-chaussée et au premier étage de la mezzanine. Une détection linéaire est présente au dernier étage de la mezzanine.

Le locataire du bâtiment F nous informe qu'il fait réaliser trimestriellement un contrôle et un entretien des installations de détection incendie. Il transmet les rapports de vérification datés du 03/01/2023 et du 30/05/2023.

Constat : l'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point 5-Gestion des suites visite 13/07/2021-ESP

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, liste ESP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Art. 6.III AM 20/11/2017</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Art. 7.1 AP du 21/08/2008</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents ci accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences, Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il envisage d'arrêter l'exploitation des groupes froids du site Châtaigniers en fin d'année 2024, selon les changements qui vont avoir lieu dans les cellules du bâtiment B.</p> <p>La requalification des groupes froids a été faite en 2023.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la situation régulière des équipements sous pression du site Châtaigniers.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit transmettre le tableau de la liste des ESP ainsi que le contrat de location. Les contrôles périodiques réglementaires sont aussi à fournir.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                 |

**N° 3 : Point 8-Vérification système d'extinction automatique incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article Art. 7.6.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction automatique incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé, entretenu régulièrement et vérifié semestriellement conformément aux préconisations de la règle RI de l'APSAD où à tout autre formalisme de vérification si la norme retenue en prévoit. Tous les documents d'étude préalable et de réception sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées,</p> <p>[...]</p>                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fourni le rapport N1 des bâtiments A-C daté du 25/11/1993, du bâtiment B du 06/01/2020, des bâtiments D-E du 02/05/2022, et des bâtiments D-E-F-G du 25/11/1993.</p> <p>Pour les N1 datés de 1993, l'opération de contrôle trentenaire devait être réalisée en 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de ces opérations de contrôle.</p> <p><b>Constat : L'exploitant ne justifie pas de la conformité de ses installations d'extinction automatique incendie pour les bâtiments A-C-F-G.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier de la conformité de ses installation. Pour cela il devra transmettre le rapport N1 de l'opération de contrôle trentenaire pour chaque bâtiment concerné (référentiel APSAD, norme de départ, avec ajout de la CNPD selon sensibilité).</p>                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 4 : Point 11-Ressource en eaux-PI**

|                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article Art. 7.6.3 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie                               |
|                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les besoins en eau en cas d'incendie sont assurés au moyen d'hydrants conformes aux normes françaises en vigueur, susceptibles de fournir un débit total de 7 500 L/min, sous une pression dynamique de 1 bar environ et placés à moins de 150 m par les voies praticables du point le plus éloigné à défendre.<br>[...] Le poteau incendie situé au pied des réserves sprinkler délivre 120m <sup>3</sup> /h.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>Il est mentionné dans le dossier de porter-à-connaissance daté du 20/07/2023 : présence de 3 poteaux incendie privés (n°341, 160 et 342).<br>La prescription visée demande de fournir un débit total de 7500L/min (soit 450m <sup>3</sup> /h) et que le poteau incendie situé au pied des réserves sprinkler (N°160) délivre un débit de 120m <sup>3</sup> /h.<br><br>L'exploitant fournit un rapport Eurofeu du 04/09/2023 pour essai simultané de deux poteaux : le poteau n°160 fournit 62 m <sup>3</sup> /h et le poteau n°341 (face au quai) 57m <sup>3</sup> /h.<br>Les poteaux ne sont toujours pas en capacité de fournir un débit 450m <sup>3</sup> /h.<br><br>Lors de la précédente inspection (le 01/06/2023) l'exploitant a présenté un rapport des relevés de débit unitaire des poteaux incendie présents sur le site, qui sont respectivement de 78.7m <sup>3</sup> /h, 80.4m <sup>3</sup> /h et 81.3m <sup>3</sup> /h.<br><br><b>Constat : Les hydrants présents sur site ne fournissent pas les besoins en eau suffisant en cas d'incendie, soit de fournir un débit total de 7 500 L/min, sous une pression dynamique de 1 bar environ.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit rechercher et présenter à l'inspection des solutions alternatives pour compenser le débit insuffisant. Le cas échéant, il peut demander un aménagement des prescriptions en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 5 : Point 13 -Bâtiments et Locaux**

|                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article Art. 7.3.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastrucure et installations                 |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p>                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate sur site la réalisation des travaux de flocage dans le bâtiment C sur les poteaux de la zone de quai et sur la face est (côté autoroute).<br/>L'exploitant indique que les travaux ont eu lieu le 09/04/2024.</p> <p>Constat : l'écart est levé.</p>                          |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il serait utile de mettre en place des consignes pour la manutention des engins à proximité des poteaux floqués. En effet, ceux-ci ont déjà subi des chocs légers visibles, qui pour l'instant ne remettent pas en cause l'intégrité du flocage.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 6 : Dimensionnement des rétentions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

Le bâtiment B, destiné à stocker des produits liquides dangereux est équipé d'un cuvelage permettant de récupérer les épandages. Cette cuvette de rétention a un volume de 1 230 m<sup>3</sup>. L'exploitant est autorisé à stocker 900m<sup>3</sup> de liquides inflammables de la rubrique 4331.

Constat : **pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, ,Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :w

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le dispositif de commande du système de relevage est automatique et situé dans le local attenant au séparateur d'hydrocarbures (entre les bâtiments A et C), il se déclenche en même temps que le sprinklage. Il dispose aussi d'une commande manuelle dans ce même local sprinklage. Ce dispositif peut aussi être activé manuellement au niveau de la vanne qui est en amont du séparateur d'hydrocarbures.

L'équipe maintenance teste l'équipement et contrôle visuellement la bonne fermeture de la vanne une fois par an.

Un second contrôle est effectué par un organisme externe de manière annuelle.

L'exploitant fournit le rapport d'entretien de la vanne du séparateur daté du 27/06/2023 par Martin Environnement.

Concernant le volume du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie :

Dans le porter-à-connaissance déposé le 20/07/2023, l'exploitant indique que le bassin actuellement présent sur site dispose d'un volume capacitaire de 1835m<sup>3</sup> et 700m<sup>3</sup> sont disponibles sur les quais pour recueillir les eaux d'extinction incendie (soit un volume de confinement des eaux incendie total de 2535m<sup>3</sup>).

Dans ce même porter-à-connaissance, il actualise le calcul de sa D9A, et conclut à un volume de confinement des eaux incendie nécessaire de 3077m<sup>3</sup>.

**Constat : L'exploitant ne prend pas les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Le volume disponible pour le confinement des eaux d'extinction incendie est inférieur au volume requis.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, État des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant fournit l'état des stocks daté du 26/08/2024.<br>Il indique suite à une demande de l'inspection avoir ajouté une phrase en chapeau "Les rubriques ICPE autorisées par l'arrêté préfectoral du site et non mentionnées dans le tableau ci-contre, ne sont pas présentes sur le site" pour les stocks recensés dans l'outil Qlick.<br><br>Constat : <b>pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 9 : Consignes de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul>                      |
| <b>Constats :</b><br><br>En cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses, des kits d'intervention pour déversement sont présents dans les locaux de charge.<br>Dans le local de charge de la cellule B3 du bâtiment B le kit est complet par rapport à la fiche explicative présente.<br><br>Les consignes de sécurité concernant la marche à suivre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses sont rappelées à chaque mouvement de personnel et par les animateurs QHSE lorsqu'il y a une remontée du chef de service. L'exploitant transmet à l'inspection les consignes d'utilisation du kit.<br><br>Constat : <b>pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 10 : Vérifications périodiques et contrôles

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.6 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation et entretien                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menés par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit les rapports de vérification périodique de la détection incendie du bâtiment F.</p> <p>Ils sont réalisés par Siemens. Le premier date du 03/01/2023 et l'autre du 30/05/2023.</p> <p>L'exploitant indique que c'est le locataire qui gère les contrôles périodiques dans le bâtiment F. Présent lors de l'inspection, le locataire déclare contrôler tous les 3 mois son installation de détection incendie par aspiration.</p> <p>Les rapports présentés ne sont pas complets et ne permettent de savoir quels éléments ont été contrôlés ni de conclure à une vérification correcte des dispositifs. De plus, la fréquence de contrôle indiquée par l'exploitant n'est pas respectée.</p> <p><b>Constat : L'exploitant ne s'assure pas de la vérification périodique et de la maintenance de la détection incendie dans le bâtiment F.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir les rapports complets de vérification du système de détection incendie du bâtiment F.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |